

Considérant qu'il s'est avéré impossible de parachever la procédure relative à l'introduction du paiement direct des subventions-traitements à tous les membres du personnel de l'enseignement officiel subventionné avant le 1er septembre 1988 en exécution de l'article 1er de l'arrêté royal n° 447 précité du 20 août 1986;

Vu l'accord de Notre Ministre communautaire des Finances et du Budget, donné le 9 mars 1990;

Vu l'accord de Notre Ministre communautaire des Affaires intérieures et de la Fonction publique, donné le 7 mars 1990;

Sur la proposition du Ministre communautaire de l'Enseignement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1er.** Par dérogation à l'article 1er de l'arrêté royal n° 447 du 20 août 1986 modifiant l'article 36 de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les subventions-traitements des membres du personnel des établissements officiels subventionnés peuvent être payées globalement jusqu'au 31 août 1989 au plus tard.

**Art. 2.** Le Ministre communautaire de l'Enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 4 avril 1990.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire de l'Enseignement,

D. COENS

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 90 — 1618

18 JUIN 1990. — *Projet de décret*  
organisant la tutelle sur la Commission communautaire française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE I. — *Dispositions générales*

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent décret, il faut entendre par :

- 1<sup>o</sup> Commission : la Commission communautaire française;
- 2<sup>o</sup> Collège : le Collège de la Commission communautaire française;
- 3<sup>o</sup> Assemblée : le groupe linguistique français du Conseil de la Région de Bruxelles-Capitale;
- 4<sup>o</sup> Conseil : le Conseil de la Communauté française;
- 5<sup>o</sup> Exécutif : l'Exécutif de la Communauté française.

**Art. 2.** Les actes de la Commission, à l'exception de ceux relatifs à l'organisation interne du Collège et de l'Assemblée, sont soumis à la tutelle de la Communauté française selon les dispositions du présent décret.

Ils doivent être transmis à l'Exécutif dans les dix jours suivant celui de la délibération de l'organe qui a pris ces actes.

**Art. 3.** Les actes pris par l'Exécutif en application du présent décret doivent être motivés.

#### CHAPITRE II. — *Tutelle sur le Collège de la Commission communautaire française.*

**Art. 4.** L'Exécutif peut, par arrêté, suspendre l'exécution de la délibération par laquelle le Collège viole la loi ou blesse l'intérêt général.

L'arrêté de suspension doit être notifié dans les trente jours suivant celui de la réception de la délibération. Le Collège peut, dans les vingt jours suivant celui de la notification de l'arrêté de suspension, justifier l'acte ou le retirer.

**Art. 5.** L'Exécutif peut annuler la délibération par laquelle le Collège viole la loi ou blesse l'intérêt général.

L'arrêté d'annulation doit être notifié dans les trente jours suivant celui de la réception de la délibération ou dans les trente jours suivant celui de la réception de la délibération par laquelle le Collège justifie la délibération suspendue ou, à défaut, dans les trente jours suivant l'expiration du délai prévu à l'article 4, alinéa 3.

**Art. 6.** Les actes du Collège relatifs à la fixation du statut administratif, du statut pécuniaire, et aux recrutements, nominations et promotions, en ce compris tout contrat de travail ou de service, sont soumis à approbation.

L'arrêté d'improbation doit être notifié dans les trente jours suivant celui de la réception du projet d'acte. Passé ce délai, le projet d'acte est réputé approuvé.

**Art. 7.** En cas de délégation de compétences relative à l'exercice de la tutelle sur le Collège au membre de l'Exécutif visé à l'article 76 de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, les actes du Collège sont définitivement exécutoires si le membre assitant au Collège avec voix consultative fait acter au procès-verbal de la séance qu'il renonce à toute suspension et annulation.

(1) *Session 1989-1990.*

*Documents du Conseil.* — N° 126. — N° 1 : *Projet de décret.* N° 1 (annexe), N° 2. *Rapport.*

*Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 12 juin 1990.

## CHAPITRE III. — Tutelle sur l'assemblée de la Commission communautaire française

Art. 8. L'Exécutif peut suspendre l'exécution d'un règlement par lequel l'assemblée viole la loi ou porte préjudice aux intérêts de l'ensemble de la Communauté française.

L'arrêté de suspension doit être notifié dans les quarante jours suivant celui de la réception du règlement. Il doit être notifié au président de l'assemblée qui doit immédiatement avertir celle-ci, ainsi qu'aux membres du Collège.

Art. 9. L'assemblée peut retirer le règlement suspendu ou le justifier. Lorsque l'assemblée souhaite maintenir un règlement suspendu, elle en saisit, dans un délai de trente jours suivant celui de la notification au président du règlement suspendu, une commission permanente de concertation créée conjointement par le Conseil et par elle-même sur la base d'une représentation paritaire.

La Commission permanente de concertation est chargée dans les trente jours de la saisine, de donner à l'Exécutif un avis motivé sur le conflit qui oppose la Communauté française et la Commission communautaire française. La Commission permanente de concertation délibère à la majorité de chacune des délégations.

Sauf avis contraire de la Commission permanente de concertation, le Conseil peut, par décret, sur la proposition de l'Exécutif, annuler le règlement suspendu dans les nonante jours suivant celui de la réception de l'avis ou, à défaut, dans les nonante jours suivant l'expiration du délai imparti à la Commission pour statuer.

A défaut d'annulation dans les délais précités, la suspension est levée.

Art. 10. Les comptes et budgets de la Commission communautaire française sont approuvés par l'Exécutif.

L'arrêté d'improbation ou de réformation doit être notifié dans les quarante jours suivant celui de la réception du projet de règlement. Il doit être notifié au président de l'assemblée qui doit immédiatement avertir celle-ci, ainsi qu'aux membres du Collège. Passé le délai de quarante jours, les comptes et budgets sont réputés approuvés.

L'assemblée peut retirer le règlement improuvé ou réformé ou le justifier.

Lorsque l'assemblée souhaite maintenir un règlement improuvé ou réformé, elle peut demander que soit saisie la Commission permanente de concertation selon la procédure prévue à l'article 9.

Sauf avis contraire de la commission permanente de concertation, le Conseil peut, par décret, sur la proposition de l'Exécutif, confirmer l'arrêté d'improbation ou de réformation dans les nonante jours suivant celui de la réception de l'avis ou, à défaut, dans les nonante jours suivant l'expiration du délai imparti à la Commission pour statuer.

A défaut de confirmation dans les délais précités, les comptes et budgets sont réputés approuvés.

## CHAPITRE IV. — Dispositions finales

Art. 11. Sont abrogés :

- 1° Le décret du 30 mars 1983 relatif à la tutelle administrative sur la Commission française de la Culture.
- 2° Le décret du 4 juillet 1989 relatif à la tutelle de la Communauté française sur la Commission communautaire française.

Art. 12. Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1990.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 18 juin 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française,  
chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme  
et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 1818

18 JUNI 1990. — Decreet houdende regeling van het toezicht over de Franse Gemeenschapscommissie (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve bekrachtigen hetgeen volgt :

## HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. In de zin van dit decreet moet worden verstaan onder :

- 1° Commissie : de Franse Gemeenschapscommissie;
- 2° College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;
- 3° Vergadering : de Franse taalgroep van de Raad van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest;
- 4° Raad : de Raad van de Franse Gemeenschap;
- 5° Executieve : de Executieve van de Franse Gemeenschap.

(1) Zie noot op de volgende bladzijde.

(1) Voir note à la page suivante.

Art. 2. De akten van de Commissie, met uitzondering van deze betreffende de interne organisatie van het College en van de Vergadering, zijn onderworpen aan het toezicht van de Franse Gemeenschap volgens de bepalingen van dit decreet.

Ze moeten overgemaakt worden aan de Executieve binnen de tien dagen die volgen op de datum van de beraadslaging en besluit van het orgaan dat deze akten heeft genomen.

Art. 3. De akten genomen door de Executieve bij toepassing van dit decreet, moeten met redenen omkleed zijn.

#### HOOFDSTUK II. — Toezicht over het College van de Franse Gemeenschapscommissie

Art. 4. De Executieve kan bij besluit de toepassing opschorten van de beraadslaging en besluit waardoor het College de wet schendt of het algemeen belang schaadt.

Het besluit tot opschorting dient te worden betekend binnen de dertig dagen die volgen op de datum van ontvangst van het besluit.

Het College kan binnen de twintig dagen die volgen op de datum van de betekenis van het besluit tot opschorting de akte rechtvaardigen of intrekken.

Art. 5. De Executieve kan de beraadslaging en besluit waarbij het College de wet schendt of het algemeen belang schaadt, vernietigen.

Het besluit tot vernietiging moet betekend worden binnen de dertig dagen die volgen op de datum van ontvangst van het besluit of binnen de dertig dagen die volgen op de datum van ontvangst van het besluit waarbij het College het opgeschort besluit rechtvaardigt of bij gebrek binnen de dertig dagen die volgen op de datum van het verloop van de termijn bedoeld bij artikel 4, lid 3.

Art. 6. Voor de akten van het College betreffende de bepaling van het administratief statuut, het geldelijk statuut en de wervingen, benoemingen en bevorderingen, met inbegrip van elke arbeids- of dienstovereenkomst, is de goedkeuring vereist.

Het besluit tot niet-goedkeuring moet betekend worden binnen de dertig dagen die volgen op de datum van ontvangst van het ontwerp van akte. Na deze termijn wordt het ontwerp van akte als goedgekeurd beschouwd.

Art. 7. In geval van overdracht van bevoegdheden betreffende de uitoefening van het toezicht over het College aan het lid van de Executieve, bedoeld bij artikel 76 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse Instellingen, zijn de akten van het College voorgevoerd uitvoerbaar indien het bij de vergadering van het College met raadgevende stem aanwezig lid doet aantekenen in het proces-verbaal van de vergadering dat hij afziet van elke opschorting en vernietiging.

#### HOOFDSTUK III. — Toezicht over de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie

Art. 8. De Executieve kan de uitvoering van een reglement opschorten waarbij de Vergadering de wet schendt of nadeel berokkent aan de belangen van de Franse Gemeenschap in haar geheel.

Het besluit tot opschorting moet betekend worden binnen de veertig dagen die volgen op de datum van ontvangst van het reglement. Het moet aan de voorzitter van de Vergadering betekend worden die deze laatste onmiddellijk kennis ervan moet geven evenals de leden van het College.

Art. 9. De Vergadering kan het opgeschorte reglement ofwel intrekken ofwel rechtvaardigen. Wanneer de Vergadering wenst dat een opgeschort reglement in werking blijft, maakt zij het aanhangig binnen een termijn van dertig dagen die volgen op de datum van de kennisgeving van het opgeschort reglement aan de voorzitter, bij een vaste commissie voor overleg, gezamenlijk opgericht door de Raad en zijzelf op basis van een paritaire vertegenwoordiging.

De vaste commissie voor overleg is ermee belast binnen de dertig dagen van de aanhangigmaking een met redenen omkleed advies te geven aan de Executieve over het geschil waarop de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie zich beroepen. De vaste commissie voor overleg beraadslaagt en beslist bij meerderheid van elke afvaardiging.

Behoudens een tegenadvies van de vaste commissie voor overleg kan de Raad bij decreet en op de voordracht van de Executieve, het opgeschort reglement vernietigen binnen de negentig dagen die volgen op de datum van ontvangst van het advies of, bij gebrek, binnen de negentig dagen die volgen op de datum van het verloop van de termijn, die aan de commissie is verleend om uitspraak te doen.

Bij gebrek aan vernietiging binnen de hierboven vermelde termijnen, wordt de opschorting opgeheven.

Art. 10. De rekeningen en begrotingen van de Franse Gemeenschapscommissie worden door de Executieve goedgekeurd.

Het besluit tot niet-goedkeuring of tot verandering moet betekend worden binnen de veertig dagen die volgen op de datum van ontvangst van het ontwerp van reglement. Het moet aan de voorzitter van de Vergadering, betekend worden die deze laatste onmiddellijk kennis ervan moet geven alsook de leden van het College. Na verloop van de termijn van veertig dagen, worden de rekeningen en begrotingen als goedgekeurd beschouwd.

De Vergadering mag het niet-goedgekeurd of veranderd reglement ofwel intrekken, ofwel rechtvaardigen.

Wanneer de Vergadering wenst dat een niet-goedgekeurd of veranderd reglement in werking blijft, kan zij vragen dat het bij de vaste commissie voor overleg zou aanhangig gemaakt worden volgens de bij artikel 9 bepaalde procedure.

Behoudens een tegenadvies van de vaste commissie voor overleg, kan de Raad bij decreet en op de voordracht van de Executieve, het besluit tot niet-goedkeuring of tot verandering bevestigen binnen de negentig dagen die volgen op de datum van ontvangst van het advies of, bij gebrek, binnen de negentig dagen die volgen op de datum van het verloop van de termijn, die aan de Commissie is verleend om uitspraak te doen.

Bij gebrek aan bevestiging binnen de hierboven vermelde termijnen worden de rekeningen en begrotingen als goedgekeurd beschouwd.

(1) Zitting 1989-1990.

Stukken van de Raad. — Nrs. 126. — Nr. 1. Ontwerp van decreet. Nr. 1. (bijlage). Nr. 2. Verslag.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 juni 1990.

## HOOFDSTUK IV. — Slotbepalingen

Art. 11. Worden opgeheven :

- 1° het decreet van 30 maart 1983 betreffende de administratieve voogdij op de Franse Commissie van Cultuur;  
2° het decreet van 4 juli 1989 betreffende het toezicht van de Franse Gemeenschap over de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 12. Dit decreet treedt in werking op 1 juli 1990.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 18 juni 1990.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME

F 90 — 1619

18 JUNI 1990

Projet de décret de délégation de compétences à la Commission communautaire française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Disposition générale

Article 1<sup>er</sup>. Au sens du présent décret, il faut entendre par :

- 1° Commission : la Commission communautaire française;  
2° Exécutif : l'Exécutif de la Communauté française.

CHAPITRE II. — Délégation de compétences

Art. 2. Sous la condition suspensive de l'accord de l'assemblée de la Commission, le Collège de la Commission communautaire française peut prendre les mesures d'exécution confiées à l'Exécutif par les articles 3 et 4 du décret du 1<sup>er</sup> juillet 1982 fixant les critères d'appartenance exclusive à la Communauté française des institutions traitant les matières personnalisables dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale en ce qui concerne les centres de service social, les centres d'aide et d'information sexuelle, conjugale et familiale, les services de santé mentale, les maisons de repos, les institutions médico-socio-pédagogiques pour handicapés et les services d'aide aux familles et aux personnes âgées.

Art. 3. La Commission est habilitée à modifier par règlement les dispositions par lesquelles l'Exécutif assure l'exécution de l'article 5 du décret du 1<sup>er</sup> juillet 1982 fixant les critères d'appartenance exclusive à la Communauté française des institutions traitant les matières personnalisables dans la Région bilingue de Bruxelles-Capitale.

Art. 4. La Commission est habilitée à modifier par règlement les dispositions par lesquelles l'Exécutif arrête la réglementation relative aux centres de service social.

Art. 5. La Commission est habilitée à modifier par règlement les dispositions par lesquelles l'Exécutif assure l'exécution du décret du 22 décembre 1983 organisant l'agrément et l'octroi de subventions aux centres d'aide et d'information sexuelle, conjugale et familiale.

Art. 6. La Commission est habilitée à modifier par règlement les dispositions par lesquelles l'Exécutif arrête la réglementation relative aux services de santé mentale.

Art. 7. La Commission est habilitée à modifier par règlement les dispositions par lesquelles l'Exécutif assure l'exécution du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées.

Art. 8. La Commission est habilitée à modifier par règlement les dispositions par lesquelles l'Exécutif assure l'exécution de l'arrêté royal n° 81 créant un fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés.

Art. 9. La Commission est habilitée à modifier par règlement les dispositions par lesquelles l'Exécutif arrête la réglementation relative aux services d'aide aux familles et aux personnes âgées.

CHAPITRE III. — Contrôle sur les matières déléguées

Art. 10. Le contrôle de la Communauté française sur les matières déléguées s'effectue conformément aux dispositions du décret du 18 juin 1990 organisant la tutelle sur la Commission communautaire française.

(1) Session 1989-1990.

Documents du Conseil. — Nos 127, n° 1 : Projet de décret; n° 1 (Annexe); n° 2 : Rapport.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption : séance du 12 juin 1990.